



PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER
Réf. à rappeler : DCVC-EIM-GM-N°2005-127-



INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

COMMUNE DE BELLONNE

EXPLOITATION D'UNE CARRIERE DE SABLE

ARRETE IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Officier de la Légion d'honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mai 1999 relatif aux garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 2 mai 1990 ayant autorisé la Société DUBUIS MATERIAUX à exploiter une carrière de sable, parcelles n°50, 52, 53, 54 et 55 sur le territoire de la commune de BELLONNE ;

VU la liquidation de cette société prononcée le 20 mai 2003 ;

Considérant que l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter est échu depuis le 2 mai 2002 et que M. DUBUIS, à qui appartenait l'entreprise DUBUIS MATERIAUX est aussi le propriétaire du site ;

VU la lettre du 22 février 2005, par laquelle M. DUBUIS nous a informé de son intention de procéder au remblaiement de la carrière avec des matériaux internes conformément à l'arrêté préfectoral du 2 mai 1990 ;

VU le rapport de M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées en date du 11 avril 2005 ;

CONSIDERANT que l'Inspecteur des Installations Classées a constaté que :

- l'apport de matériaux de remblai permettrait de mener à son terme la remise en état par comblement prévue à l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 mai 1990,
- la remise en état du site se prolongera donc au delà de la date limite fixée par l'arrêté préfectoral du 2 mai 1990.

CONSIDERANT qu'il s'avère nécessaire d'imposer à la Société DUBUIS MATERIAUX des prescriptions complémentaires pour la remise en état de sa carrière de sable sise sur le territoire de la commune de BELLONNE ;

VU l'envoi des propositions de l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 29 avril 2005 ;

VU la délibération de la Commission départementale des Carrières du 10 mai 2005 à la séance de laquelle le pétitionnaire était absent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté préfectoral au pétitionnaire en date du 23 mai 2005 ;

CONSIDERANT que la Société DUBUIS MATERIAUX n'a pas formulé d'observations dans le délai réglementaire ;

VU l'arrêté n° 04-10-253 du 15 novembre 2004 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur DUBUIS résidant 34, rue Victor Hugo - 59221 BAUVIN est tenu de se conformer aux prescriptions ci dessous pour le site de la carrière située sur les parcelles N°50,52,53,54 et 55 à BELLONNE, site dont il est propriétaire.

ARTICLE 2 :

Monsieur DUBUIS adressera, à Monsieur le Préfet du Pas de Calais, sous 1 mois à dater de la notification du présent arrêté, un dossier de présentation des conditions de remise en état du site comportant, à minima, les éléments suivants :

1. Echéancier de comblement de la carrière,
2. Nature des matériaux apportés,
3. Procédure de réception, de contrôle et d'acceptation des matériaux,
4. Plans de phasage de comblement et de l'état final du site,
5. Description de l'état final du site et de son insertion dans l'environnement.

ARTICLE 3 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge du propriétaire.

ARTICLE 4– SANCTIONS

Faute par le propriétaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5 : DELAI ET VOIE DE RECOURS (article L 514-6 du Code de l'Environnement) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, et de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6 : PUBLICITE :

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de BELLONNE et peut y être consultée.

Le présent arrêté sera affiché en Mairie de BELLONNE pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par Monsieur le Maire de BELLONNE.

Le présent arrêté sera également affiché en permanence de façon visible sur le site par les soins de l'exploitant.

ARTICLE 7 : EXECUTION :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, Monsieur le Maire de BELLONNE et Monsieur le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRAS, le 21 juin 2005

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Patrick MILLE.

Ampliations destinées à :

- M. le Directeur de la Société DUBUIS MATERIAUX – 34, rue Victor Hugo – 59221 BAUVIN
- M. le Maire de BELLONNE
- M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement à DOUAI
- Dossier

Pour le Préfet,
Chef de Bureau délégué,
Michel WIERCIOCK



